

LIVRES



Le Grand Jeu. Orient arabe et rivalités internationales

Henry Laurens

Éditions Armand Colin, Paris, 1991.
117 pages, 49,95 \$

■ Bien peu de régions du monde apparaissent aussi complexes que le Moyen-Orient. Avec les nombreuses confessions religieuses qu'elle abrite, les divers mouvements politiques dont elle est l'incubatrice, lieu de convoitises, autant territoriales que religieuses, cette région semble être destinée à soulever les plus grandes rivalités humaines. Elle constitue l'endroit de prédilection de l'instabilité politique qui pourrait faire basculer le monde dans un chaos dont on n'ose entrevoir les conséquences. N'est-ce pas un paradoxe de constater que ces territoires, qui ont vu naître les premières civilisations de l'Histoire, sont ceux qui, des siècles plus tard, menacent le plus l'ordre politique international ?

Depuis maintenant plus d'un siècle, l'Occident a établi son influence dans cette région, si bien que tout conflit y ayant lieu ne peut se comprendre sans jauger l'action des puissances locales avec l'intérêt des grandes puissances. C'est ce «Grand Jeu», terme emprunté au romancier Rudyard Kipling, que veut démêler Henry Laurens, directeur-adjoint du Centre d'histoire de l'islam contemporain, à l'Université de la Sorbonne.

La référence à Kipling, romancier de l'espionnage, n'est pas innocente. L'art du Grand Jeu, dit l'auteur, c'est la manipulation, soit la volonté d'établir des influences autres que par la conquête directe, mais qui rapporte les mêmes profits stratégiques et politiques. Une volonté d'influence qui prendra encore plus d'acuité avec le développement des ressources pétrolières et l'internationalisation du conflit israélo-arabe. Pour nous faire comprendre la logique des développements politiques qui secouent cette région – car logique il y a malgré l'apparente irrationalité dans les conflits en cause, Laurens se penche sur l'histoire de l'Orient arabe depuis 1945, dont il tente de faire jaillir, dans une

analyse fouillée qui n'est ni percutive ni décevante, les principaux faits marquants de son évolution.

En toile de fond, bien sûr, le conflit israélo-arabe et son rôle central dans le développement des idéologies, de l'arabisme unitaire à l'islamisme radical, en passant par les diverses teintes du socialisme, dont le baathisme. Variété d'idées qui témoignent de la difficulté des élites de la région, à la tête d'États aux configurations ambiguës et artificielles, à se situer convenablement devant un Occident de plus en plus présent, notamment au plan culturel. Citant le cas de l'Irak, l'auteur résume bien, à notre avis, les raisons profondes – anthropologiques diraient certains – qui expliquent l'incapacité des élites arabes à engager leur pays dans un développement véritable. «La création de l'Irak montre bien l'impuissance et la limite de l'oeuvre politique de l'élite arabe issue de l'administration ottomane. Elle a réussi à fonder un État dans une société totalement hétérogène et à le doter d'une idéologie qui en dépasse le cadre. En même temps, les luttes internes à cette élite, qui expriment le plus souvent des inimitiés personnelles, et l'appel fait à des puissances extérieures pour réaliser des objectifs politiques fragilisent le pouvoir politique. Plus grave encore, le maintien d'écarts sociaux considérables et de divisions confessionnelles, et l'absence de volonté réelle d'en combattre les effets négatifs, entraîneront la ruine politique de ces élites et un risque permanent d'instabilité pour les États qu'elles ont construits.»

Instabilité, pourrait-on ajouter, non seulement de ces États, mais également des relations entre les États, marquées elles aussi des inimitiés personnelles entre les chefs, et qui contribueront, à la faveur du conflit avec Israël, à faire de cette région une place forte des régimes dictatoriaux, dominée par des militaires qui accaparent l'essentiel des ressources.

Avec l'ampleur des problèmes économiques et démographiques qui accablent la région, et qui contribuent à la radicalisation des nationalismes ethniques et religieux, on ne peut que souscrire au souhait de l'auteur : une résolution rapide des conflits de la région. «C'est, conclut Laurens, ce qu'il y a de plus raisonnable et de plus utopique.» – *Yvan Cliche*

Yvan Cliche détient un maîtrise en études arabes de l'Université de Montréal.

Le Nouveau Continent. Plaidoyer pour une Europe renaissante

Dominique Moïsi et Jacques Rupnik

Éditions Calmann-Lévy, Paris, 1991.
200 pages, 26 \$

■ Rédigé en cinq mois et publié avant le coup manqué en Union soviétique en août 1991, cet ouvrage représente un effort intéressant d'analyse et de prospective surtout sur l'Europe centrale. Comme l'écrivent les auteurs, cet essai «se veut avant tout un guide raisonné et lucide pour comprendre et saisir les enjeux, les chances et les risques qui s'ouvrent à l'Europe en devenir». L'effort n'est pas manqué : l'ouvrage invite effectivement à la réflexion.

Les cinq chapitres du livre examinent respectivement l'importance de l'année 1989, surtout comme aboutissement du processus révolutionnaire déclenché deux siècles plus tôt : l'Union soviétique et les perspectives auxquelles elle est appelée à faire face ; les difficultés de la démocratie, du marché et du nationalisme en Europe centrale ; le rôle de la nouvelle Allemagne unifiée ; et enfin les enjeux et les acteurs dans la formation d'une nouvelle Europe. Les auteurs proposent ensuite dix mesures dont le but est «de favoriser le passage de l'analyse et de la réflexion abstraite à l'action concrète».

Si chaque chapitre retient l'attention par sa présentation équilibrée des réalités, des espoirs et des problèmes, les dix mesures proposées tiennent souvent de l'intrépidité et de l'audace. Ici s'impose une question à laquelle on n'a pas encore de réponse : est-ce que les esprits, les structures politiques et intellectuelles et les hommes d'État ont suffisamment évolué pour aller dans les directions proposées ? Quelle que soit la réponse, il nous semble que six des dix mesures proposées sont réalisables dans un avenir assez rapproché : la première, l'idée du Plan Marshall européen signifie en fait une meilleure coordination des efforts d'aide déjà lancés par les pays d'Europe de l'Ouest. Il ne serait pas difficile alors d'assurer les autres mesures : privilégier l'Europe centrale ; responsabiliser l'aide ; créer une politique de formation et relever le défi culturel dans les domaines du livre et de l'audio-visuel.

La sixième mesure, la réintégration de la France dans l'OTAN, est

réalisable par elle-même, mais pour les auteurs elle implique un contexte plus large, à la fois sécuritaire et continental. C'est dans ce contexte, dont la création semble plutôt lointaine, que se situent les quatre autres mesures : créer un calendrier pour associer les États d'Europe centrale à une confédération ; faire de la CSCE une ONU européenne ; combler le déficit démocratique dans le Parlement européen ; et enfin créer un pilier européen pour l'OTAN.

Ces quatre mesures se basent sur les réalités de l'après-guerre, réalités qui ne correspondent pas nécessairement à la situation nouvelle créée par la chute du communisme. Moïsi et Rupnik veulent que l'Europe se bâtisse à partir des États contemporains. Or, les défis les plus sérieux posés à l'Europe sont lancés aujourd'hui par les nations qui ne veulent plus s'accommoder de l'ordre étatique de 1918 et de 1945 : les Baltes, les Géorgiens, les Moldaves et les Ukrainiens en URSS, les Croates et les Slovènes en Yougoslavie et éventuellement les Slovaques en Tchécoslovaquie. Si ces nations se ruent vers la création de leur propre État, c'est faute de mieux ou encore par crainte que la nouvelle Europe ne continue de les ignorer comme elle le fait depuis 1918 et/ou 1945. Peut-être l'indépendance étatique de ces nations est-elle inévitable ; dans un tel cas, il vaudrait mieux qu'elle soit accordée à toutes les nations européennes, sans exception. La nouvelle Europe pourrait alors démarrer sur un meilleur pied, certainement par rapport à 1918.

L'alternative serait de concevoir et de proposer une Europe organisée sur de nouvelles bases d'ordre ethnogéographique, par exemple, où aucune nation ne se sentirait à la remorque d'une autre et où toutes participeraient à sa construction et à son maintien. Tel est le véritable défi, peu abordé par les auteurs, posé à cette Europe renaissante, non seulement aux hommes politiques, mais surtout aux élites intellectuelles à qui revient la responsabilité de comprendre le passé et le présent afin d'aider à bâtir l'avenir. – *Stanislav Kirschbaum*
Stanislav Kirschbaum est professeur titulaire au département de science politique de l'Université York, Collège Glendon.

Voir l'analyse sommaire d'ouvrages publiés en anglais dans la rubrique Reviews de Peace&Security.